



Brexit: La Grande-Bretagne veut décider seule de sa politique de pêche

La Grande-Bretagne veut décider seule de sa politique de pêche après le Brexit fin mars 2019, notamment pour ce qui est de l'accès de ses eaux territoriales aux bateaux des pays de l'Union européenne, selon un document rendu public mercredi.

“En tant qu'Etat côtier indépendant, et pour la première fois depuis plus de quarante ans, l'accès aux eaux britanniques ne dépendra que de nous, sera sous notre contrôle, dans l'intérêt des pêcheurs britanniques”, a déclaré le ministre de l'Environnement et de l'Alimentation, Michael Gove.

“Cela est cohérent avec la politique de pêche suivie par d'autres Etats côtiers comme la Norvège”, a-t-il ajouté.

Dans ses négociations avec l'UE, le Royaume-uni veut séparer le dossier de l'accès à ses eaux territoriales et celui des quantités de poisson britannique exportées vers l'Union.

Cette idée a le soutien du secteur de la pêche en Grande-Bretagne, notamment dans le nord-est de l'Ecosse où de nombreux électeurs se sont prononcés pour le Brexit afin de protester contre les quotas de pêche imposés par l'UE.

Le “livre blanc” rendu public mercredi affirme que le système actuel imposé par l'Union pour la pêche est injuste et dépassé.

Les idées britanniques risquent de rencontrer une forte opposition à Bruxelles, où l'on estime que si la pêche britannique est vendue dans l'UE, alors les bateaux des pays de l'Union doivent pouvoir pêcher dans les eaux britanniques.

Actuellement, la Grande-Bretagne exporte environ 75% de sa pêche vers les pays de l'UE.

La politique actuelle de l'UE permet à tous les bateaux européens d'accéder aux eaux et aux zones de pêche des pays membres, ce qui favorise la compétition.

Bruxelles rejette l'idée que la Grande-Bretagne puisse dicter unilatéralement les conditions dans lesquelles d'autres pays pourront pêcher dans ses eaux.

La Première ministre Theresa May a déclaré que la Grande-Bretagne quitterait la Politique commune de la pêche (PCP) mais que les quotas resteraient en place pendant les deux années qui suivront le Brexit.



La Fédération écossaise des pêches affirme qu'actuellement 60% des poissons des eaux écossaises sont pêchés par des bateaux d'autres pays de l'UE.

Lien article :

<https://fr.reuters.com/article/businessNews/idFRKBN1JU1PQ-OFBBS>